

Conférence de presse de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur les résultats du sommet mondial pour le développement durable, les propositions de la France faites à cette occasion et l'initiative franco-britannique pour le soutien des investissements privés pour le développement durable dans les pays en développement, Johannesburg le 3 septembre 2002.

LE PRESIDENT - Bien. Nous sommes un tout petit peu en retard mais cela aurait pu être pire. Je voudrais d'abord, je ne sais pas s'il y a ici des journalistes sud-africains ou des représentants de la presse d'Afrique du sud, mais je voudrais d'abord exprimer une grande reconnaissance à l'égard de ceux qui, sous l'autorité du Président MBEKI, ont organisé ce sommet. Ce qui était un vrai défi sur le plan matériel. Et j'ai demandé à l'instant, à l'occasion de l'entretien que j'avais avec lui, au Président MBEKI, au nom des francophones qui me l'avaient demandé ce matin et des autres sans aucun doute, de transmettre à toutes celles et tous ceux, civils et militaires, qui ont participé à cette organisation notre sentiment de grande reconnaissance. Tout le monde a pu être gêné dans ses activités par le nombre très important de délégués de toute nature, à commencer par la presse, et au total ils ont bien géré leur affaire, et cela mérite un remerciement.

C'était un sommet assez exceptionnel, par son ambition et aussi par ses enjeux. L'avenir du monde, l'avenir des générations futures, grand sujet. C'était un grand rassemblement de tous les acteurs de la vie moderne et de la démocratie mondiale qui petit à petit se met en place, avec toutes les difficultés que l'on peut imaginer. C'est un pas vers la prise de conscience de l'impérieuse nécessité d'une gouvernance mondiale. Il y a encore beaucoup à faire pour faire admettre ces principes mais c'est un pas dans la bonne direction.

Je n'évoquerai pas notre programme, vous l'avez sans aucun doute connu. Il y a eu tout de même pour moi deux moments particulièrement émouvants. Cela a été ma rencontre avec Nelson MANDELA et également ma rencontre avec les ONG sud-africaines qui sont sur le terrain, qui luttent tous les jours sur le terrain contre la misère, la pauvreté, la maladie et que j'ai rencontrées au Lycée français. Rencontre à l'occasion de laquelle, autre moment émouvant, j'ai rendu hommage à une très grande dame, Miriam MAKEBA, en lui conférant les insignes de Commandeur de la Légion d'honneur mais surtout en lui apportant le témoignage de l'estime et de l'affection du peuple français.

Alors, il y a eu naturellement des discussions difficiles. Au total, elles ont fait progresser les choses. Et c'est cela l'aspect positif de cette réunion. Et je voudrais remercier et féliciter tous les Français, nombreux, actifs, dynamiques, qui ont participé à ce sommet. Qu'il s'agisse des Ministres, bien entendu, mais également des élus, des entreprises, des associations, de la presse, des fonctionnaires et je dirai un mot particulier pour les élus locaux français qui ont été très actifs

...renforcements et je suis en fait personnel pour les deux raisons mentionnées qui sont des raisons
et très présents.

Il y a eu toute une série d'initiatives françaises qui ont été prises en considération au titre des initiatives de type deux. Ce dont je me réjouis et qui témoigne du fait que, petit à petit, la coopération française prend conscience de l'exigence du développement durable. Cela a été vrai notamment dans le domaine de l'eau, de l'énergie, des forêts, du commerce équitable.

Et l'Union européenne a eu un rôle important, je dirai même essentiel, dans l'ensemble de ces négociations. Et, au sein de l'Union européenne, la France a été l'un des moteurs, ce qui est d'ailleurs légitime parce que la France a une vocation particulière pour parler de ces problèmes dans la mesure où elle est reconnue dans le monde comme étant un pays qui a toujours porté une vocation universelle, les Droits de l'Homme, et qu'au total, lorsque l'on examine les problèmes qui étaient en cause, il s'agit bien d'un problème touchant essentiellement aux Droits de l'Homme, aux Droits de l'Homme d'aujourd'hui, mais surtout aux Droits de l'Homme de demain. Et l'on ne peut pas séparer les Droits de l'Homme de demain des Droits de l'Homme d'aujourd'hui. Et il y a, je crois, une vocation particulière de la France pour porter ces Droits de l'Homme dans leur universalité et pour souligner que l'on ne peut pas à la fois défendre les Droits de l'Homme d'aujourd'hui en ignorant les Droits de l'Homme de demain.

Les textes du sommet sont ce qu'ils sont. Ils ont une portée limitée, peut-être, mais incontestablement ils sont un moment de prise de conscience et une avancée. C'est bien ce que l'on attendait de ce sommet difficile.

Saint-Exupéry disait : "il n'y a pas de solution au problème. Il y a des forces en marche, créons ces forces et les solutions viendront". Et je crois que ce qui s'est passé ici illustre parfaitement le bien-fondé de cette pensée de Saint-Exupéry. D'autant que nous sommes, tous les moments de la vie sont particuliers naturellement, il y a des civilisations, mais nous sommes la première génération consciente des menaces qui pèsent sur la planète. La première. Et nous sommes aussi probablement la dernière génération en mesure d'empêcher l'irréversible. Ce qui nous donne historiquement, je dirais, une certaine importance et ce qui cadre bien avec ce qui s'est passé aujourd'hui, enfin ces jours-ci, à Johannesburg.

Alors voilà les quelques réflexions que je voulais faire pour commencer. Je retire tout de même de cette réunion l'impression que la Communauté internationale commence à mesurer un peu mieux ses responsabilités mais naturellement qu'il faudra faire preuve encore d'une grande détermination pour poursuivre sur cette route et mettre en oeuvre ces forces que nous devons créer et qui se créent. Voilà.

Il y a des questions ? Je répondrai volontiers.

QUESTION - Le sentiment général des participants au sommet est que ce sommet marque un recul par rapport à la dynamique et aux principes de Rio et que les résultats en sont très subordonnés à la problématique de l'Organisation Mondiale du Commerce. Quel est votre commentaire sur cette opinion ?

LE PRESIDENT - Je voudrais bien savoir sur quoi se fonde l'impression selon laquelle il y aurait eu un recul par rapport à Rio. Moi, j'ai observé au contraire que les principes de Rio avaient été totalement confirmés et devenaient naturellement, aujourd'hui, une référence universelle. Alors, si vous avez à l'esprit, car je ne doute pas de votre compétence, un point sur lequel il vous semble qu'il y ait eu un recul par rapport à Rio, je serais heureux de le connaître, sinon je vous dirai que pour moi cette réunion de Johannesburg c'est, entre autres choses, la confirmation, mais surtout la confirmation au niveau des Chefs d'Etat et de gouvernement, des principes de Rio qui deviennent par là-même une référence universelle et la confirmation, au niveau des Chefs d'Etat et de gouvernement, des progrès qui avaient été faits d'une part à Doha et d'autre part à Monterrey, dans le domaine du commerce et dans le domaine de l'aide au développement. En cela je crois que c'est un acquis très, très positif. Et ce qui restera probablement du sommet de Johannesburg.

QUESTION - Monsieur le Président, parmi ces forces qui vont ou qui marchent, il y a votre proposition de créer une Organisation mondiale de l'environnement. Quel accueil vous a été réservé à ce sujet par vos pairs et est-ce que, dans votre esprit, il s'agit de rééquilibrer la toute-

puissance de l'OMC ?

LE PRESIDENT - J'ai fait en réalité trois propositions qui s'articulent. Et je les ai exprimées en forme d'ambition, naturellement, car nous ne sommes pas encore, la Communauté internationale n'est pas encore prête à accepter ce progrès, l'Organisation mondiale de l'environnement étant l'une de ces trois.

La première, c'est la création d'un Conseil de sécurité économique et social. Qu'est-ce que je veux dire par là ? Nous voyons bien qu'il y a un ensemble d'organisations internationales qui ont chacune leurs ambitions, leurs moyens, leur vocation, qu'il s'agisse de l'OMC, dont vous venez de parler, de l'OIT, de l'OMS, des Institutions de Bretton Woods, etc. Mais nous observons qu'il n'y a pas de cohérence ni de coordination entre l'action de ces différentes organisations. Et ça, c'est une faiblesse, naturellement. C'est une faiblesse notamment de l'organisation mondiale. Je souhaite qu'il y ait un organisme coordinateur qui assure la cohésion, la cohérence de l'action de ces organismes. Et donc, j'imagine une sorte de Conseil de sécurité qui comprendrait, je ne sais pas, une vingtaine de pays qui seraient réélus tous les deux ou trois ans, peu importe les modalités, mais qui aurait pour premier objectif d'assurer la cohérence de l'action de ces différentes organisations internationales. C'est la gouvernance mondiale.

Deuxièmement, on voit bien que, face à certaines crises, qu'il s'agisse de crises financières, de crises matérielles, de famines, de catastrophes, il n'y a pas là non plus, face à ces crises, de cohérence dans la réaction des différents moyens dont dispose le monde pour intervenir. Et donc je pense qu'en cas de crise, un Conseil de sécurité économique et social devrait pouvoir prendre les choses en main et conduire une action cohérente. C'est un premier point.

Le deuxième concerne effectivement une Organisation mondiale de l'environnement. Il y a une Organisation mondiale de la santé, il y a une Organisation mondiale du commerce, il y en a une autre du travail. Mais les problèmes d'environnement ne sont pas assumés en termes de gouvernance mondiale. Il n'y a pas d'organisme qui puisse à la fois étudier, prévoir, dire ce qu'il faut faire ou ce qu'il ne faut pas faire, en quelque sorte dire le droit au sens très, très large du terme. Et ça, c'est une grande faiblesse de notre gouvernance mondiale. Et donc je pense qu'une Organisation mondiale de l'environnement pourrait et devrait assumer cette responsabilité.

Et, troisièmement, vous savez que nous avons une Commission qui est chargée de suivre la mise en oeuvre hier de l'agenda 21 et, aujourd'hui, des engagements de Johannesburg. Mais cette Commission internationale n'a pas vraiment de pouvoirs. Il y a un exemple qui ne fonctionne pas mal, c'est celui de l'OCDE, où il y a un jugement sur l'action dans le domaine de l'OCDE de chacun des pays membres de l'OCDE par les pairs, par leurs pairs. Et je trouve que l'on serait bien inspiré de doter la Commission compétente existante aujourd'hui de ce pouvoir d'appréciation de la façon dont les pays mettent en oeuvre à la fois l'agenda 21 et le progrès fait à Johannesburg dans le cadre d'un jugement par les pairs. Et j'ai indiqué que la France serait la première à se soumettre à cette discipline si nous arrivions à progresser.

Donc, voilà, si vous voulez, comment s'articule, de mon point de vue, un progrès sur le plan de la gouvernance mondiale dans les domaines du développement durable et de l'environnement, auxquels j'ajouterai d'ailleurs le domaine culturel. Car on a parlé d'abord des problèmes politiques, ensuite des problèmes sociaux. Aujourd'hui, on intègre la dimension environnementale, et à juste titre. Il faut également intégrer la dimension culturelle, d'où nos propositions dans le domaine du dialogue des cultures et la transformation de la déclaration en Convention de l'UNESCO sur le dialogue des cultures.

QUESTION - Vous avez annoncé avec une certaine force l'idée d'une taxation internationale pour financer le développement. C'est une idée très controversée et je voulais savoir si elle avait reçu un écho favorable ou au contraire si vous aviez reçu des oppositions aussi fermes, et donc s'il y avait une chance pour qu'elle puisse prendre forme prochainement.

LE PRESIDENT - Vous savez, cela fait partie des solutions qui ne peuvent intervenir que lorsque des forces suffisantes ont été mises en oeuvre. Et c'est vrai que la mondialisation, qui comporte bien des avantages, mais aussi bien des inconvénients et des dangers, en tous les cas, est considérablement créatrice de richesses. Je ne reviens pas sur les chiffres, j'ai eu l'occasion de

les donner, mais elle est créatrice de richesses.

Il ne serait pas anormal qu'une partie, modeste, mais les chiffres sont considérables, de ces richesses soit ponctionnée pour permettre d'améliorer la solidarité internationale et le développement durable. Les besoins sont à la fois très importants mais relativement modestes. Il est admis par tous les experts et indiqué par la Banque Mondiale que l'ensemble de l'aide publique au développement, qui est aujourd'hui de l'ordre de 50 milliards d'euros, si on la doublait, on pourrait alors éradiquer, disent les experts, le mot n'est pas très joli, mais c'est celui qu'on utilise habituellement, la pauvreté dans le monde. 50 milliards, c'est beaucoup mais, si l'on compare cela à l'ampleur de la richesse créée par les échanges dus à la mondialisation, c'est peu. D'où la nécessité, à mon avis, d'une forme de taxation.

Alors, je pense que cette affaire aurait pu progresser utilement s'il n'y avait pas eu une interférence brutale de ce que l'on peut appeler une fausse bonne idée, qui était la taxe Tobin, dont l'auteur a d'ailleurs lui-même indiqué qu'elle était totalement inadaptée à l'objectif que certains voulaient lui donner. Et, du coup, cela a décrédibilisé cette idée et tous ceux qui étaient hostiles à toute entrave au libéralisme ont été trop heureux de dire : "vous voyez bien tout cela n'est pas sérieux".

Ce que je souhaite, c'est que l'on reprenne le problème sur des bases sérieuses et que l'on voie dans quelles conditions on pourrait élaborer une taxation. J'ai bien quelques idées mais je me garde bien de les évoquer dans la mesure où c'est, je le répète, un problème sérieux qui exige un travail sérieux. Alors, les propositions que j'ai faites à ce sujet, non pas les propositions de modalités d'application mais le principe, ont reçu chez beaucoup un accueil tout à fait positif et chez un certain nombre un accueil, je dirais, réservé ou sceptique. Or cela ne peut marcher que si tout le monde est d'accord et donc, là encore, il y a une force à mettre en oeuvre si l'on veut trouver une solution.

QUESTION - Monsieur le Président, vous avez rencontré hier Nelson MANDELA, il vous a dit que sa préoccupation, aujourd'hui, c'était la menace d'une intervention américaine en Iraq. Ce matin, le Secrétaire Général, Kofi ANNAN, s'est entretenu pendant vingt minutes avec Tarek AZIZ. Tarek AZIZ a dit que son pays prenait la menace très au sérieux, qu'il se préparait à la guerre et il a redit qu'il était prêt à coopérer avec les Nations Unies. Or l'Iraq persiste dans de vagues promesses de coopération avec les Nations Unies. Comment peut-on obtenir le retour des inspecteurs en Iraq et éviter ainsi une guerre, une intervention unilatérale américaine ?

LE PRESIDENT - L'objectif qui est celui de la communauté internationale et qui a été clairement exprimé par le Secrétaire Général des Nations Unies, c'est le retour inconditionnel des inspecteurs en Iraq. Alors, je dirais, ou bien cet objectif est atteint, c'est-à-dire que l'Iraq accepte cette demande de la communauté internationale, ou bien l'Iraq ne l'accepte pas, hypothèse dans laquelle seul, de mon point de vue, le Conseil de Sécurité est habilité à prendre les décisions qui, dans cette hypothèse, pourraient s'imposer. Je ne suis pas favorable, vous le savez, à l'unilatéralisme d'où qu'il vienne.

QUESTION - Monsieur le Président, la France est dotée depuis peu de temps d'un Observatoire national sur le réchauffement climatique, il est présidé par un homme d'outre-mer, est-ce que cela a pour vous une force symbolique et, si oui, laquelle ? Et, deuxième question, est-ce que vous pouvez nous parler un petit peu de votre entretien avec le Président Sud Africain ?

LE PRESIDENT - Tout le monde reconnaît aujourd'hui, ce qui n'était pas le cas il y a encore quelques années, que l'émission de gaz à effet de serre a des conséquences dommageables et dangereuses pour l'évolution du climat, le réchauffement de la planète, la montée des eaux et la modification de la situation écologique. C'est donc un vrai problème et un problème dangereux. Alors, la France a créé un Observatoire pour mieux éclairer son opinion publique, sa propre action et pour apporter sa contribution à l'étude et à la recherche des solutions à ce très difficile problème. Nous avons milité beaucoup et nous continuons à militer pour que tous les pays du monde signent et appliquent le protocole de Kyoto dans ce domaine.

Alors, la personnalité qui préside cet Observatoire est un Français, c'est un Français compétent et c'est tout ce qu'on lui demande, naturellement, et je suis dans ce domaine beaucoup plus optimiste ou beaucoup moins pessimiste en partant de Johannesburg qu'en y arrivant. car c'est

opérations de beaucoup même proximité en parlant de Johannesburg qu'en y arrivant, car c'est également, sans aucun doute, un domaine où les discussions ont permis tout de même d'améliorer fortement les choses. Je ne serais pas étonné si plusieurs très grandes puissances, en dehors des Etats-Unis, signent et ratifient avant la fin de l'année le protocole de Kyoto. Ce que l'on ne pouvait pas vraiment escompter, il y a encore un mois. Et toute la préparation de cette conférence, sur ce sujet, a été sans aucun doute très positive pour convaincre un certain nombre de grands pays de faire un mouvement, je pense à la Chine, à la Russie, à l'Inde, au Canada. C'est tout de même des éléments très importants.

Alors, mes entretiens avec le Président Mbeki. D'abord, je voudrais naturellement le féliciter et le remercier. Son autorité personnelle a compté pour beaucoup dans le caractère à mes yeux positif du résultat d'un sommet qui a été très difficile et dont beaucoup attendaient, je dirais, un échec. Puis, ensuite, nous avons essentiellement parlé des problèmes africains et notamment des crises, qu'elles soient politiques ou qu'elles soient économiques, qu'il s'agisse des problèmes des Grands Lacs, du problème du Zimbabwe, du problème des relations entre le Tchad et ses voisins, enfin d'autres problèmes qui nous inquiètent, comme les problèmes économiques, c'est-à-dire la famine et les conséquences qu'elle comporte pour un certain nombre de pays proches de la République sud africaine.

QUESTION - Je voudrais vous poser une question à la fois économique et politique. Le thème de ce sommet est le développement, mais vous insistez beaucoup dans toutes vos interventions pour dire que c'est un sommet très politique et un sommet important. Alors, on est frappé par l'importance que vous consacrez au politique car les résultats sont quand même maigres sur le plan économique, dans la mesure où l'initiative franco-britannique concerne cent millions de dollars de chaque côté, alors que le gouvernement a évalué, dans une étude, que les infrastructures, pour les favoriser, pour donner un coup de main fort, il fallait 250 milliards de dollars. Alors, est-ce qu'on peut dire aujourd'hui que le gouvernement français, la présidence française et vous-même allez utiliser le développement comme un levier politique, par exemple, pour faire bouger une certaine inertie dans les relations internationales ? Est-ce que le G8 va se transformer, par exemple, en G-plus en intégrant la question du développement ? Autrement dit, est-ce que le développement, aujourd'hui, est un outil politique et idéologique ?

LE PRESIDENT - Tout d'abord, c'est un sommet naturellement politique. Parce que, qu'est-ce qui est en jeu dans cette affaire ? C'est la capacité du monde à relever certains défis auxquels il est confronté et qui sont essentiellement relatifs à des problèmes de solidarité, à des problèmes d'écologie et à des problèmes culturels. Le respect de l'Homme et de ses droits. Donc, c'est essentiellement politique.

A partir de là, cela suppose que des solutions soient apportées dans chacun de ces domaines, vous avez évoqué les moyens financiers, aux problèmes auxquels nous sommes confrontés. D'abord, je ne vous ai pas dit qu'il fallait 250 milliards de dollars, mais 50 milliards d'euros ou de dollars, si l'on voulait doubler l'aide publique, si l'on voulait éradiquer la pauvreté dans le monde. Et vous avez dit : "la France et la Grande-Bretagne vont mettre 100 millions, c'est-à-dire rien". C'est une manière de présenter les choses, ce n'est pas la mienne. Nous avons d'abord décidé pour la première fois au sommet de Gênes, il y a un peu plus d'un an, au sommet du G8, de revoir les problèmes d'aide au développement et de prendre conscience de la nécessité d'augmenter sensiblement l'aide au développement qui, depuis dix ans, n'a cessé de baisser partout ou presque partout.

Deuxièmement, à Gênes, nous avons dit : "on ne peut pas laisser dériver l'Afrique, il faut faire quelque chose". Cela veut dire une conception nouvelle de la relation entre le Nord et le Sud et substituer à la notion, à la culture d'assistance une autre culture qui est la culture de partenariat, d'où le NEPAD. D'où pour la première fois, à Gênes, au niveau des huit puissances mondiales qui sont les plus importantes sur le plan économique, les décisions, les orientations qui ont été prises en faveur de l'Afrique. Cela a été, à l'époque, un très, très grand résultat qui a été effacé par les incidents, mais qui était un résultat considérable. Cela a été poursuivi avec le NEPAD qui a été l'objet essentiel des discussions du G8 à Kananaskis sous présidence canadienne et qui sera la substance du prochain G8, celui qui sera présidé par la France et qui aura lieu à Evian.

Parallèlement, naturellement, il fallait augmenter les moyens. Ca, c'est toujours difficile. Et le tournant a été pris. Il a été pris à Monterrey où l'ensemble de la communauté des pays riches a décidé d'inverser la tendance décennale antérieure et d'augmenter sa participation à l'aide publique au développement. Même les Etats-Unis. Naturellement l'Europe et en particulier la France. Voilà le contexte général et qui doit être poursuivi. L'important, c'est qu'à Johannesburg, pour la première fois au niveau des Chefs d'Etat et de gouvernement, ont été confirmés les engagements pris dans le domaine du commerce, je l'ai dit tout à l'heure, à Doha, et dans le domaine de l'aide publique au développement, à Monterrey. Cela, c'est une vraie orientation nouvelle et un vrai acquis de Johannesburg.

Alors, par ailleurs, vous savez très bien qu'il y a aussi à Johannesburg un très, très grand nombre d'initiatives dites de type deux qui, ajoutées les unes aux autres, vont modifier très sensiblement les choses et intégrer dans la réflexion des associations, des ONG, des entreprises, cette exigence en matière environnementale, culturelle ou sociale. Ca, ça représente bout à bout aussi beaucoup d'argent. On n'a pas fait le calcul, naturellement. Mais c'est surtout un nouvel état d'esprit.

Et puis j'avais eu l'occasion de parler de tous ces problèmes avec le Premier ministre britannique, il y a quelque temps, et nous étions convenus que la France et l'Angleterre pouvaient peut-être prendre une initiative, forcément modeste mais exemplaire, qui serait de nature à ouvrir une voie, une nouvelle voie. Et nous nous sommes dit tout simplement qu'il était essentiel pour les pays en développement que leur épargne ou leurs moyens puissent être investis dans des projets conformes aux exigences du développement durable, notamment dans le domaine de l'eau, de l'éducation, de la santé, etc. Mais la plupart des fonds qui existent ne s'investissent pas dans ces projets tout simplement à cause de l'incertitude qui pèse sur l'issue de ces projets. Et les gens hésitent à mettre leur argent et à investir.

Alors, nous nous étions dit avec le Premier ministre britannique : "mais si l'on donnait une garantie de bonne fin à ces investisseurs, en leur disant : vous allez investir, vous allez mettre votre argent et nous, s'il y a un pépin, s'il y a un problème, politique, économique, technique, eh bien, on vous garantit que vous ne perdrez pas d'argent". Alors, on change l'état d'esprit des gens. Et les contacts que nous avons pris ont été immédiatement extrêmement positifs. Nous nous sommes donc dit que nous allions faire ça tous les deux, pour commencer. Et puisqu'on était à la veille du sommet, on va le dire au sommet. Et donc, on a dit qu'on allait dans un premier temps mettre chacun cent millions. Cent millions nous permettent de récupérer en gros un milliard de dollars ou d'euros d'investissements. C'est donc loin d'être négligeable. C'est même un apport important, insuffisant, certes, mais exemplaire. C'est-à-dire que maintenant nous allons nous retourner, maintenant que nous l'avons décidé et annoncé, nous allons d'abord nous retourner vers l'ensemble de nos partenaires de l'Union européenne. Je l'ai déjà fait en leur disant : "faites la même chose, associez-vous à notre initiative, faisons ça ensemble". Alors, naturellement, ça fera beaucoup puisque chacun y apportera sa contribution. Et puis, de la même façon, j'ai fait savoir à l'ensemble des membres du G8 que cette initiative pourrait utilement être rejointe par tous les membres du G8. Voilà.

Tout ça pour dire que ce n'est pas une révolution mais que ça fait partie de la création de ces forces dont je parlais tout à l'heure et qui sont de nature à faire évoluer les choses.

Alors, vous me demandez si le développement durable est un outil politique ou idéologique. Je crois que ce n'est pas un outil et que ce n'est ni particulièrement politique, ni particulièrement idéologique. C'est simplement une exigence parce qu'on ne peut pas longtemps ignorer les difficultés et laisser se creuser l'écart entre les riches et les pauvres sur une planète qui est de plus en plus solidaire, par définition, notamment sur le plan médiatique et sur le plan de la connaissance de l'information. Et, deuxièmement, qu'on ne peut pas indéfiniment ou longtemps puiser dans notre planète plus de richesses qu'elle n'est susceptible de reproduire. Et donc il y a là une exigence. Le développement durable ce n'est pas un outil, c'est un objectif incontournable.

QUESTION - Vous avez repris dans votre discours l'idée qu'effectivement, si tous les humains consommaient autant que les habitants des pays riches, il faudrait deux ou trois planètes.

Comment envisagez-vous de faire diminuer la consommation matérielle en France ?

LE PRESIDENT - D'abord, ce n'est pas en France particulièrement, c'est dans le monde. Il n'y a pour cela qu'un seul moyen, c'est de modifier nos méthodes, nos habitudes en matière de production et en matière de consommation. Je prends un exemple parmi d'autres : lorsque vous voyez, par exemple, le gaspillage qui vient, plus encore aux Etats-Unis qu'en Europe d'ailleurs, des emballages et les déchets que cela représente, vous vous rendez compte de la perte considérable de substances qu'à ce seul titre on observe. Et on pourrait multiplier les exemples. Il y a donc une nouvelle culture à créer et cela ne se fera naturellement pas ni par décret, ni dans un pays, ni du jour au lendemain. Il y a une profonde réflexion à conduire et des conclusions à tirer de cette réflexion pour modifier petit à petit nos modes de production et de consommation.

QUESTION - A quelle échéance ?

LE PRESIDENT - L'échéance, ce sont les décades à venir. C'est le problème de ce prochain demi-siècle. C'est ça le grand défi qui est à relever. Peut-être une dernière question ?

QUESTION - En arrivant ici, on parlait d'un plan d'action, or il semble se dessiner plutôt un catalogue de belles intentions, une fois de plus. Donc, qu'est-ce qui vous rend, vous, plus optimiste ? Vous pensez que les dix années à venir vont pouvoir être plus fructueuses que les dix années qui nous séparent de Rio ?

LE PRESIDENT - Ce qui me rend plus optimiste ? Il y a deux choses. La première, c'est que c'est inévitable et qu'on ne lutte pas longtemps contre l'évidence. Petit à petit elle s'impose. D'ailleurs, on voit bien que petit à petit les mentalités changent et qu'on discute aujourd'hui de ces problèmes de façon tout à fait différente de la façon dont on les abordait il y a dix ans à Rio. Il y a une prise de conscience et une mobilisation qui, petit à petit, se font. Alors, le plan d'action. Je crois que tel qu'il va être arrêté, j'imagine, d'abord, comme je le disais tout à l'heure, qu'il confirme les principes de Rio. Cela, c'est très important car ils étaient contestés par beaucoup de responsables. Et, maintenant, on peut considérer comme acquis qu'ils représentent une référence universelle.

Deuxièmement, je le répète, il y a une nouvelle orientation qui a été confirmée. Je l'ai datée pour un certain nombre de choses du sommet de Gênes, on ne s'en était, à l'époque, pas aperçu, maintenant on le voit. Il en va de même dans toute une série de domaines. C'est la première fois que l'on voit, en particulier, une véritable cohérence dans l'action d'un certain nombre de grandes ONG, d'entreprises, d'Etats, dans un but particulier. Et le fait que l'on ait réussi à faire cent ou deux cents ou trois cents initiatives de type deux est en soi quelque chose de très important dans l'évolution des mentalités et des psychologies. Enfin, je l'ai déjà dit, et on l'a confirmé, cette orientation pour le commerce, l'orientation de Doha, pour l'aide publique au développement, s'agissant de Monterrey, et pour l'Afrique, s'agissant du NEPAD.

Je vous dirai par exemple que ce matin, à la réunion des pays francophones, on était instantanément unanimes à considérer que le développement durable devait être le sujet essentiel pour les prochaines années de l'action de la communauté francophone et que celle-ci le marquerait clairement, d'une part à Beyrouth dans quelques semaines et d'autre part à Ouagadougou, c'est-à-dire à notre prochain sommet.

Dans des points particuliers, ce plan d'action a également fait faire des progrès. Sur l'eau, il y a eu un grand débat notamment pour savoir si l'on pouvait se fixer comme objectif 2015 pour diminuer de moitié le nombre d'hommes, de femmes et d'enfants qui n'ont pas accès à l'eau potable et à l'assainissement. Cela a été un grand combat. Finalement, il a été gagné. Alors, vous me direz, c'est 2015, ce n'est pas prouvé, naturellement, mais on l'a dit et, petit à petit, on en prendra conscience et des quantités de relais vont expliquer à tout moment à toutes les réunions : "ah oui, mais il faut faire ceci parce qu'on s'est engagé à ce qu'il y ait un progrès important dans l'accès à l'eau potable ou dans l'accès à l'assainissement". On change les choses.

C'est vrai dans le domaine de l'énergie, où nous nous sommes engagés à diversifier nos sources d'énergie en mettant en particulier l'accent sur les énergies renouvelables. Oui, bien sûr, les chiffres, cela veut dire quoi les chiffres ? Alors, j'entendais quelqu'un qui disait 15 %. Très bien. Alors je disais, c'est quoi 15 % ? Ah, c'est à la fois les énergies renouvelables, l'énergie hydroélectrique. Oui, mais est-ce que l'énergie hydroélectrique est une énergie conforme aux exigences du développement durable quand on voit notamment ce qui se passe actuellement ?

exigences de développement durable, quand on voit notamment ce qui se passe actuellement . Est-ce que le fait de faire des grands barrages partout est une solution propre ? Cela mérite au moins une réflexion. Alors, si l'on enlève l'énergie hydroélectrique, on tombe à 3 % ou 4 %. Très bien, moi je suis tout à fait favorable et je considère que la France est en retard. Et nous allons essayer de rattraper ce retard, notamment par rapport à l'Allemagne, dans le domaine de l'énergie solaire qui, elle, est indiscutable, ou de l'énergie éolienne qui l'est moins. Il paraît que l'on va couvrir le Cap Corse de ventilateurs. Peut-être bien, ce n'est pas évident, je ne sais pas si le rapport coût-efficacité est tout à fait excellent, je n'en sais rien, je ne porte pas de jugement, mais cela mérite tout de même une certaine réflexion.

Donc, sur l'énergie, on a tout de même mis l'accent sur les choses et engagé là aussi le mouvement. Le problème, c'est d'engager un mouvement.

C'est mieux sur le principe de précaution. Il y avait tout de même un débat très dur entre ceux qui, comme la France, sont intransigeants sur le principe de précaution et ceux qui, comme les Etats-Unis, ont une conception totalement inverse des choses. C'était un sujet tabou, on ne pouvait pas en parler. Chacun s'exprimait de son côté sans écouter ce que disait l'autre. Eh bien, pour la première fois, on a décidé de parler ensemble, tous ensemble, de la mise en oeuvre du principe de précaution et de son application.

C'est vrai dans le domaine du changement climatique, je l'ai évoqué tout à l'heure, et c'est en gros la pression de la préparation du sommet de Johannesburg et de la préparation des discussions qui ont eu lieu dans ce sommet qui ont permis dans le domaine de la maîtrise de l'émission des gaz à effet de serre de faire ou de permettre, je pense d'ici la fin de l'année, une avancée substantielle, comme disent les diplomates, même s'il elle n'influencera pas obligatoirement les Etats Unis. Mais, enfin, les choses progressent. Voilà, au total, c'est une impulsion nouvelle au processus de développement durable et de ce point de vue c'est important. Je vous remercie